

Les «gilets jaunes» mobilisés dans plusieurs villes de France pour leur «acte VIII»

écrit par Antiislam | 5 janvier 2019



Du Figaro : Mis à jour le 05/01/2019 à 15h18 | Publié le 05/01/2019 à 13h16

À Lyon, Rouen ou Beauvais, des milliers de «gilets jaunes» se sont mobilisés samedi 5 janvier.

À Paris, des manifestants ont défilé entre les Champs-Élysées et la place de la Bourse avant un rassemblement devant l'Hôtel de Ville pour rejoindre l'Assemblée nationale.

Mobilisation nationale, «acte huit». Insensibles aux concessions de l'exécutif et au grand débat national qui doit s'ouvrir à la mi-janvier, les «gilets jaunes» se sont rassemblés samedi 5 janvier sur les places symboliques de Bordeaux, Toulouse ou Lyon. Des manifestants ont également été observés à Rouen, Reims, Marseille, Saint-Brieuc ou Saint-Lô. À Paris, deux principales actions ont été déclarées à la préfecture: une marche devait partir de la place de l'Hôtel-

de-Ville pour rallier l'Assemblée nationale et un défilé entre les Champs-Élysées et la place de la Bourse a eu lieu en fin de matinée.

Vers 11 heures, entre 500 et 600 personnes étaient ainsi rassemblées dans le calme sur la célèbre artère, non loin de l'Arc de Triomphe, et tenaient une assemblée générale, a constaté un journaliste de l'AFP.

«On va manifester ici tous les samedis, ça va continuer tout 2019», déclamaient dans un mégaphone Sophie, une des figures de ce groupe.

«On va faire en sorte que les citoyens reprennent le pouvoir. On veut des états généraux organisés par le peuple et pour le peuple».

Plusieurs d'entre eux ont fini par investir la chaussée aux cris de «Macron démission», allumant quelques fumigènes et bloquant la circulation.

Heurs à Paris

Sur les quais de Seine, entre la place du Châtelet à proximité de l'Hôtel de Ville, des manifestants ont jeté des bouteilles et des pierres sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des tirs de lacrymogènes avant de recevoir le renfort de CRS.

Après une déambulation dans le calme depuis les Champs-Élysées, les «gilets jaunes» avaient convergé sur la place de l'Hôtel de Ville d'où ils devaient s'élancer pour rejoindre l'Assemblée nationale.

Les heurts, qui ont provoqué de légers mouvements de foule, ont toutefois freiné leur progression, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des manifestants ont toutefois commencé à traverser dans le calme la Seine pour rejoindre le quartier Saint-Michel et se diriger vers l'Assemblée, selon un journaliste de l'AFP. «On

se fait gazer direct», a regretté auprès de l'AFP un jeune de 32 ans originaire de l'Aube, lunettes de protection sur la tête et écharpe remontée sur ne nez.

C'est à proximité des Champs-Élysées qu'Eric Drouet, figure controversée du mouvement, avait été arrêté mercredi soir et placé en garde à vue durant une dizaine d'heures.

Ce qui avait provoqué l'indignation de l'opposition et de «gilets jaunes», dont certains ont demandé au Défenseur des droits d'ouvrir une enquête pour sur ces «atteintes à la liberté».



Près du Panthéon, une vingtaine de personnes, originaires de région parisienne mais aussi de Montauban ou du Var, se sont réunies dans la matinée en «hommage aux victimes» mortes sur les ronds-points en marge des mobilisations, a expliqué à l'AFP Faouzi Lellouche, venu de Sevrans.

Un millier de personnes à Rouen

Ailleurs en France, les rassemblements se déroulaient aussi dans le calme. A Lyon, une centaine de «gilets jaunes» se sont retrouvés devant l'ancienne gare des Brotteaux, selon un journaliste de l'AFP. A Grenoble, ils étaient plus de 300 «gilets jaunes» dans un parc du centre-ville en fin de matinée.

À la gare de Sedan, des «gilets jaunes» se sont introduits sur les voies ferrées, interrompant le trafic moins d'une demi-heure samedi matin aux alentours de 8 heures, a-t-on appris auprès de la préfecture des Ardennes.

Dans l'Oise, les forces de l'ordre ont tiré des grenades de gaz lacrymogène pour empêcher environ 600 «gilets jaunes» d'entrer dans le centre de Beauvais, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et confirmées par la préfecture.

Selon la préfecture, qui n'a pas pris d'arrêté interdisant les manifestations, il s'agissait d'un rassemblement non-déclaré et certains manifestants auraient jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre.

Plus tôt dans la journée, environ 300 personnes marchaient vers l'aéroport de Beauvais. Les forces de l'ordre les ont empêché d'accéder au site, sans faire usage de gaz lacrymogène.

A Rouen, au moins un millier de manifestants, dont des familles et des adolescents, marchaient en criant «Macron démission».

Environ 3600 membres des forces de l'ordre sont déployés samedi en France, auxquels s'ajouteront notamment des compagnies de sécurisation et des policiers de la BAC (Brigade Anti-Criminalité, police nationale).

Signes d'essoufflement

Cet «acte VIII» fait figure de test pour ce mouvement de contestation inédit qui fait vaciller l'exécutif depuis un mois et demi mais qui a donné des signes d'essoufflement dans la rue ces dernières semaines.

Lors de «l'acte VII» du 29 décembre, 12.000 manifestants avaient été recensés à midi.

Le ministère en avait dénombré 282.000 le 17 novembre pour l'acte fondateur de ce mouvement qui a d'abord ciblé la hausse du prix des carburants avant de porter des revendications plus larges sur la fiscalité.

«Le mouvement est devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement.»

Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement

Fragilisé par cette contestation inédite, le chef de l'État Emmanuel Macron avait annoncé le 10 décembre une série de mesures sociales et promis dans ses vœux du 31 décembre un retour à «l'ordre républicain». Mais il n'est pas parvenu à éteindre la fronde.

«La colère va se transformer en haine si vous continuez, de votre piédestal, vous et vos semblables, à considérer le petit peuple comme des gueux», a prévenu ainsi le collectif «La France en colère» dans une lettre ouverte diffusée jeudi soir.

Face à cette détermination, le gouvernement a durci le ton. Vendredi, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, a estimé que le mouvement était «devenu le fait d'agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement».

Vendredi soir, 18 «gilets jaunes», dont une mineure, ont été placés en garde à vue en Saône-et-Loire après avoir tenté de bloquer la plateforme logistique Amazon de Sevrey.